

Quel statut pour la Ligue arabe au sein de l'UPM ?

La question n'est pas tranchée et risque de compromettre sérieusement la tenue de la réunion, les 3 et 4 novembre prochain, des ministres des AE à Marseille.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

A la question «quel statut pour la Ligue arabe dans l'Union pour la Méditerranée ?» que posait un journaliste au dernier point de presse hebdomadaire du porte-parole du Quai d'Orsay, ce dernier a eu cette réponse, pour le moins embarrassée : «L'Union européenne recherche activement avec ses partenaires un compromis accepté à la fois par Israël et les Etats arabes.» Et de préciser encore : «Les consultations se poursuivent.» A quelques jours de la première rencontre (3 et 4 novembre à Marseille) des ministres des Affaires étrangères

des 43 Etats (27 de l'UE et 16 de la rive sud) engagés dans l'UPM, programmée par le sommet de juillet dernier à Paris, le président Sarkozy, initiateur de ce nouvel espace, s'active pour tenter de débloquent une situation qui peut mettre en péril non seulement la réunion des ministres des AE à Marseille, mais probablement tout l'édifice conçu par le président français, dans la précipitation et surtout sans suffisamment de consultations avec les principaux concernés, notamment les pays du sud de la Méditerranée. Il y a eu déjà un couac à cette union. La conférence euro-méditerranéenne sur l'eau, qui devait se tenir mardi dernier à Amman,

en Jordanie, a été reportée précisément à cause du débat, non encore tranché, sur le statut de la participation de la Ligue arabe aux assises de l'UPM, a déclaré le ministre jordanien des AE. A propos de la non-tenue de cette conférence, le porte-parole du Quai d'Orsay a expliqué qu'il s'agissait d'un simple report «pour permettre l'obtention d'un accord sur les questions de procédure et d'organisation liées au processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée». En fait, Israël, depuis l'annonce du projet, a mis la pression pour que la ligue arabe ne soit pas associée aux travaux de cette union. Elle a trouvé écho. Même le statut d'observateur qui a été concédé par le sommet de Paris est aujourd'hui contesté par l'Etat israélien,

dont un haut responsable des AE a déclaré que la Ligue arabe travaillait «contre l'idée même derrière l'Union méditerranéenne qui est la coopération». Les divergences touchent encore d'autres aspects, non encore résolus : le choix du siège de l'UPM, la présidence, la nature des projets et leur financement... autant de problèmes non encore réglés et qui ont amené le président Sarkozy à convier Hosni Moubarak, le co-président par intérim à Paris.

Le déjeuner qu'ils devaient prendre en commun hier à Paris suffira-t-il à surmonter les blocages et permettre la tenue les 3 et 4 novembre (dans moins d'une semaine) de la grand-messe à Marseille ?

K. B.-A.

MDSL

Avant-projet de plate-forme du Mouvement démocratique social et laïque

L'Algérie traverse une des périodes les plus sombres de son histoire. Le bilan du terrorisme islamiste est particulièrement lourd. Les statistiques font état de dizaines de milliers de morts. Les ravages du terrorisme, cependant, ne se réduisent pas à une simple chronique macabre. L'Algérie aura à gérer les conséquences désastreuses de ce terrorisme, à savoir les séquelles psychologiques occasionnées par la barbarie à laquelle celui-ci a eu recours dans ses méthodes d'extermination de la population.

A côté de cela, la situation sociale et économique du pays est indescriptible. La crise est si profonde que le pays sombre au moindre prétexte dans l'émeute. Pourtant, le Trésor public regorge de dollars et l'embellie financière aurait pu être saisie comme une aubaine pour redonner de l'espoir et être le signal d'un nouveau départ. Le chômage, chez les jeunes en général et les diplômés en particulier, atteint des proportions alarmantes, la paupérisation a gagné de larges couches de la société et même les classes moyennes dont on sait le rôle crucial dans la vie d'un pays sont touchées de plein fouet par la crise. Que dire alors de la situation catastrophique des travailleurs ou des retraités ? Le désespoir est tel que l'acte de partir, de quitter sa famille et les siens, pour l'écrasante majorité de notre jeunesse, est devenu le salut unique pour échapper au marasme d'un quotidien devenu de plus en plus insupportable. Au plan sanitaire, la situation est dramatique puisqu'à côté de la déchéance des hôpitaux et de leur abandon par l'Etat, on assiste à la résurgence de maladies comme la tuberculose ou la peste que l'on croyait disparues. L'économie du pays, tournée essentiellement vers l'extraction du pétrole et sa commercialisation, demeure totalement extravertie après plus de quarante années d'indépendance. Au lieu d'organiser l'industrie et l'agriculture pour satisfaire au mieux les besoins de sa société en favorisant l'émergence d'une production nationale diversifiée et de s'appuyer sur ses compétences, l'Algérie est devenue un immense réceptacle de marchandises importées et un pays qui ne reconnaît pas la valeur de ses propres travailleurs puisqu'il fait appel y compris à la main-d'œuvre étrangère non qualifiée.

COMMUNIQUÉ

«Le Comité national de préparation des assises du nouveau Mouvement démocratique social et laïque (MDSL) tiendra le samedi 1^{er} novembre 2008 à 13h dans les locaux d'El Watan, à la Maison de la presse, une conférence de presse pour rendre publique la mise en place de ce nouveau mouvement (MDSL). Tous les ami(e)s, sympathisant(e)s ainsi que les forces démocratiques sont cordialement invités.»

L'islamisme a trouvé entièrement son compte dans cette économie débridée par le libéralisme sauvage : il a banalisé et légalisé ses activités, il blanchit aujourd'hui impunément l'argent du racket et son butin de guerre, organise ses milliers de PME et se dote au vu et su de tout le monde de moyens colossaux pour continuer son lavage de cerveaux dans le réseau des mosquées et recruter la chair à canon pour ses maquis et ses kamikazes.

L'expérience de ces vingt dernières années depuis les événements du 5 octobre 1988, a été particulièrement édifiante au plan politique :

1- Elle a démontré et ce, de la façon la plus cinglante, que la manipulation de la religion à des fins politiques est une perversion meurtrière dont les conséquences sont désastreuses.

2- Elle a par ailleurs apporté la preuve irréfutable que l'islamisme politique et son bras armé le terrorisme ne peuvent pas se prêter par essence aux vertus du dialogue, qu'ils sont à combattre sur tous les plans au même titre que tout mouvement totalitaire et qu'il ne saurait y avoir de pardon ni de réhabilitation à ceux qui sont confondus de crimes.

3- Elle a confirmé le divorce de la société avec un système mafieux et largement corrupteur, basé sur la rente, réfractaire à tout changement et dont le seul objectif est de travailler à sa propre survie au détriment de l'intérêt supérieur du pays.

4- Elle a favorisé le retour en force du régionalisme, du tribalisme et du racisme ainsi que celui des zaouïates qui s'immiscient ouvertement dans la vie politique officielle.

5- Elle a inauguré la persécution des minorités religieuses et celles liées aux choix de la vie privée.

La crise du pays est multidimensionnelle. Elle touche tous les secteurs de la vie politique, sociale, économique et culturelle. Tous les chaînons de cette crise sont imbriqués entre eux de façon indissociable et prétendre la résoudre sans refonder l'Algérie sur des bases radicalement nouvelles est illusoire.

Cette refondation passe inéluctablement par l'abrogation de l'article 2 de la constitution, la proclamation de l'Etat laïque, la disqualification des partis islamistes, des partis-Etats et de toutes les organisations satellites du pouvoir (UGTA, ONM, etc., etc.). Cette refondation définira clairement la place et le rôle des institutions et veillera au respect de leur fonctionnement.

Cet acte révolutionnaire aura un retentissement sans précédent sur le développement du pays et constituera l'acte de naissance de la nouvelle République.

La République laïque mettra à l'abri les religions de toute manipulation à des fins politiques ou idéologiques et prendra résolument le chemin de la modernité en consacrant l'égalité des droits des femmes et des hommes et

en déclarant caduque toute disposition contraire à cette valeur essentielle, tout particulièrement le code de la famille.

La République sociale et laïque œuvrera pour une société solidaire où la valeur travail prend sa place, où le service public retrouvera sa force à travers une école publique ouverte sur l'universalité, un encouragement effectif de la recherche, une formation continue pour les salariés, des formations de seconde chance et des accompagnements à l'insertion sociale et professionnelle pour les jeunes exclus du système éducatif, une justice fiscale qui permette une équité sociale, un système de santé basé sur la prévention, une offre de soins publique de qualité et une politique culturelle, sportive et de loisirs de proximité accessibles à tous et une solidarité citoyenne et non pas de charité envers les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

La nouvelle République résoudra démocratiquement la crise identitaire nationale et plurielle, notamment en faisant de tamazight une langue officielle.

Au niveau du système éducatif, l'Algérie devra promouvoir une école délivrée des pesanteurs obscurantistes, fondée sur l'esprit critique et le développement de l'autonomie du jugement. Elle devra aussi cultiver les exigences d'une pensée rationnelle ouverte aux valeurs universelles.

Le système rentier bureaucratique qui a fait main basse sur le pays depuis des décennies l'a déstructuré, dévitalisé et généré une crise d'une rare intensité. Son bilan se résume en deux mots : banqueroute et voie sans issue.

La solution unique qui reste à l'Algérie pour sortir de l'impasse de la crise est d'abolir les fondements sur lesquels s'arc-boute ce système et de s'inscrire dans une vision stratégique en pensant les questions fondamentales du développement.

L'Algérie est orpheline d'un projet de société moderne apte à l'engager sur les rails du XXI^e siècle et susceptible de l'arracher de l'ornière dans laquelle l'a clouée le système rentier.

Autrement dit, seule la double rupture aussi bien par rapport au système rentier, mafieux et bureaucratique d'une part et l'islamisme politique d'autre part seront la clef du succès d'une telle démarche.

Pour réaliser cette double rupture et atteindre ces objectifs patriotiques, le seul moyen est la mobilisation, la plus large des citoyens qui aspirent à la démocratie, à la liberté d'expression, à l'égalité et à l'universalité, et pour cela nous leur offrons un cadre de luttés, le MDSL, qui aura pour mission principale, l'émergence d'une République Algérienne Démocratique Sociale et Laïque.

P/ le comité national de préparation des assises du Mouvement démocratique social et laïque

CE MONDE QUI BOUGE

Les pays du Golfe dans la tourmente financière

Par Hassane Zerrouky

Les pays du Golfe, que certains en Algérie donnent en modèle, se croyaient à l'abri de la crise financière, ou du moins le faisaient croire. Dimanche dernier, les Bourses des six monarchies pétrolières membres du Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Qatar, Emirats arabes unis, Oman et Bahreïn) ont terminé sur une nouvelle baisse. La Bourse de Riyad, la plus importante du monde arabe en termes de capitalisation, a perdu 1,66 % : la veille, samedi, elle avait plongé de 8,7 %, abandonnant près de 50 % de sa valeur depuis le début de l'année. Koweït, deuxième Bourse du monde arabe, a chuté de 3,5 %. Dans ce pays, les traders locaux ont manifesté dimanche devant le siège du gouvernement afin qu'il leur vienne en aide. Qui plus est, Gulf Bank, deuxième établissement bancaire du pays, est dans le rouge, contraignant le gouvernement koweïtien à annoncer la création d'une cellule de crise pour sauver la banque et la garantie de ses dépôts bancaires.

Aux Emirats arabes unis (EAU), la Bourse de Dubaï a reculé de 4,75 % (la valeur vedette du marché, le géant immobilier Emaar, a plongé de 6,4 %), celle d'Abou Dhabi (la deuxième du pays) a cédé 4%.

Le 12 octobre dernier, les Emirats ont eux aussi été contraints de garantir les dépôts des banques locales et étrangères. Enfin, la Bourse du Qatar n'est pas en reste : elle a plongé de 8,93%. Ces pertes sèches, dont le montant reste à chiffrer, vont s'ajouter aux 200 milliards de dollars déjà perdus par les Bourses des pays du Golfe depuis le début de la crise. De fait, cette déprime boursière est un cinglant démenti aux assurances données par les ministres des Finances et de l'Economie des pays du Conseil de coopération du Golfe qui, lors de leur réunion de samedi dernier, tablaient sur la stabilité du système financier régional.

En outre, à l'instar de tous les pays producteurs de pétrole, les monarchies du Golfe sont confrontées à une baisse de leurs revenus. Avec un baril en chute — autour de 60 dollars —, les pétromonarchies sont loin d'être tirées d'affaire. Les prévisions en baisse des revenus pétroliers ne sont pas étrangères, dit-on, à la plongée des Bourses locales, d'autant qu'ils avaient tablé sur un baril à plus de 100 dollars pour financer les projets de développement et de l'immobilier.

En effet, à terme, les monarchies pétrolières redoutent un manque de liquidités dans le secteur bancaire et un ralentissement de la croissance pouvant compromettre les projets gigantesques initiés à un moment où le prix du baril dépassait les 140 dollars.

En Arabie Saoudite, la valeur des projets est de 400 milliards de dollars. Les Emirats arabes unis, qui se vantaient il y a quelques mois d'être à l'abri de tout risque, allant jusqu'à annoncer la construction d'un gratte-ciel de 1000 mètres de haut, le plus élevé du monde, vont sans doute revoir leurs prétentions à la baisse : l'immobilier — plus de 150 milliards de dollars d'investissements — est en pleine déprime.

Quant aux fonds souverains de ces pays, qui ont perdu beaucoup d'argent du fait de prises de participations risquées dans des banques américaines et européennes emportées par la bourrasque financière (ils ont perdu entre 20% et 66% selon *Le Figaro économie*), ils ne peuvent être que d'un faible secours. «Le Golfe connaîtra aussi un ralentissement économique. La grande interrogation est son amplitude», prévenait, il y a peu, John Thain, vice-président de la Bank of America. En bref, cette économie islamique tant vantée — Aboudjerra Soltani s'en était fait récemment l'écho — n'a pas échappé à l'incendie financier en train de se propager à l'ensemble de la planète.

Une chose paraît, cependant, sûre : selon *Le Monde* de dimanche, les places boursières ont déjà perdu près de la moitié de leur capitalisation, soit 25 000 milliards de dollars partis en fumée. Cela représente deux fois le PIB des Etats-Unis ! Bonjour les dégâts capitalistes !

H. Z.

